

Unité départementale de l'Eure
1 avenue du Maréchal Foch
27000 Évreux

Évreux, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAILLOT

Voie du Futur
Parc d'Affaires des Portes
27100 Val-de-Reuil

Références : 2024.18.ERC
Code AIOT : 0005801125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement MAILLOT implanté Voie du Futur Parc d'Affaires des Portes 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle périodique des ICPE et a porté sur la vérification par sondage des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/05/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAILLOT
- Voie du Futur Parc d'Affaires des Portes 27100 Val-de-Reuil

- Code AIOT : 0005801125
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MAILLOT, sur le site de Val-de-Reuil, réalise une activité de transit, regroupement et stockage de déchets dangereux. Cette activité est soumise à autorisation sous la rubrique IED 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification par sondage du respect de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/05/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détecteurs de niveau	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 8.III	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 12	Sans objet
3	Surveillance des rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 8.IV	Sans objet
4	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 10 alinéa 1	Sans objet
6	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 11	Sans objet
7	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 14	Sans objet
8	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions sont mises en place pour respecter les dispositions ayant fait l'objet du contrôle.
L'exploitant doit mettre en place une procédure de vérification périodique annuelle de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets et des rétentions associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Tableau des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'évolution ou de modification des installations. Il précise que pour la rubrique 3510/3550, l'installation est constituée de 6 cuves, dont une compartimentée en deux (2*13 m³). Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'évolution du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détecteurs de niveau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 8.III
Thème(s) : Risques chroniques, Détecteurs de niveau
Prescription contrôlée : III. Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis de détecteurs de niveau et de trop-pleins s'évacuant dans la fosse de rétention. L'exploitant doit mettre en place des détecteurs de niveau sur les cuves de stockage de déchets dangereux avant le 17/08/2022. IV. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).
Constats :

<p>L'exploitant a installé des jauges de niveaux sur 3 cuves. La 4ème cuve de stockage de déchets dangereux (eaux hydrocarburées) n'est pas encore équipée, celle-ci doit être vidée au préalable. L'exploitant a déclaré avoir l'équipement mais ne pas avoir pu encore l'installer.</p> <p>Les cuves sont situées dans une cuvette de rétention, lors de la visite, l'inspection a constaté que celle-ci était vide.</p> <p>Demande de l'inspection n°1 : l'exploitant doit transmettre sous 1 mois la photo justifiant que la 4ème cuve de stockage de déchets dangereux (eaux hydrocarburées) est équipée d'une jauge de niveau.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le marquage des canalisations n'est plus assez visible, il est nécessaire de le reprendre afin d'éviter les erreurs de dépotage.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Surveillance des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 8.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est bien tenu, la zone de stockage des bennes est rangée.</p> <p>L'exploitant a mis en oeuvre des audits internes trimestriels HSE comportant plusieurs points de surveillance (propreté, cuvette de rétention vide...).</p> <p>Demande de l'inspection n°2 : Un point de surveillance sur l'étanchéité des cuves, sols, rétentions et fosses (présence de fissures notamment) est à ajouter au programme des audits. Un contrôle des ouvrages est à prévoir au moins annuellement, après vidange et nettoyage des installations. Les modalités du contrôle sont définies par l'exploitant en fonction du type d'ouvrage (contrôle visuel, test d'étanchéité, contrôle non destructif, etc.). Les comptes-rendus et les justificatifs de travaux de réfection sont à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de la précédente inspection en 2020, l'inspection avait signalé la présence de quelques fissures sur le sol bétonné près du regard de l'aire de curage accolée à l'aire de lavage et avait demandé une reprise d'étanchéité.</p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant a indiqué avoir fait ces travaux. L'inspection a vérifié l'état de la</p>

dalle au niveau du regard de l'aire de curage, des travaux ont effectivement été réalisés.

Demande de l'inspection n°3 : L'inspection a signalé à l'exploitant que la zone de dépotage du stockage des déchets dangereux liquides (cuves d'eaux hydrocarburées) présentait quelques fissures et qu'il convenait d'y remédier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Le site est alimenté par le réseau public d'alimentation en eau de ville. Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée dont un permettant de mesurer la consommation d'eau de la piste de lavage. Ces dispositifs sont relevés mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un épisode de sécheresse s'est déroulé au cours de l'été 2023 sur le département de l'Eure. L'installation a été concernée car elle était située sur une zone sécheresse ayant franchi le niveau de gravité "alerte renforcée" en août 2023, des mesures de restrictions ont été demandées.

Par courrier du 27 septembre 2023, le préfet de l'Eure a accordé une dérogation au site de Maillot de Val de Reuil suite à l'instruction du dossier de demande de dérogation déposé le 15 septembre 2023 précisant que le site avait réalisé une diminution des consommations de 23 % entre 2018 (14 932 m³) et 2022 (11 480 m³). Les mesures de restrictions de sécheresse ont été levées à partir du 29 septembre 2023.

L'exploitant a expliqué que cette diminution avait été obtenue malgré une hausse de l'activité par la réalisation de travaux sur une fuite d'eau en 2018, l'utilisation de nouveaux équipements plus économes en eau (pistolets à eau, nouvel hydrocureur) et la sensibilisation des salariés.

L'activité nécessite l'utilisation de l'eau dans les hydrocureurs pour le nettoyage/curage des canalisations, les pompes de ces engins sont sensibles et nécessitent un approvisionnement par une eau de bonne qualité.

La consommation d'eau en novembre 2023 est de 10 557 m³, elle devrait atteindre en fin d'année un volume équivalent à 2022 (11 480 m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 10 alinéa 1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des réseaux de 2017 et d'un plan de localisation des vannes d'isolement accompagné de procédure "Déclenchement des vannes de barrage".</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, a minima une fois par an, pour chaque point de rejet listé à l'article 3.1.9.1, un contrôle de la qualité des eaux de rejet sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 3.1.9.3 et 3.1.9.4, complété, pour les rejets n°2 et n°3, d'un contrôle sur les paramètres DCO et MES. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, selon les méthodes de référence précisées dans un avis publié au Journal officiel. Du fonctionnement de l'installation. Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets aqueux du site sont constitués de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 points de rejets en eaux pluviales, - et d'un point de rejet des eaux de lavage de l'extérieur des camions vers le réseau d'eaux usées communal. <p>L'exploitant a présenté les résultats sur les rejets d'eaux pluviales réalisés le 22/11/2022, les résultats sont inférieurs aux valeurs limites de l'article 3.1.9.4. Le prochain prélèvement est prévu sous 15 jours.</p> <p>De même, les résultats pour le rejet des eaux de la piste de lavage vers le réseau communal d'eaux usées sont inférieurs aux valeurs limites de l'article 3.1.9.3.</p>

Observations : Afin de rendre plus compréhensible les résultats et en cohérence avec l'arrêté préfectoral d'autorisation, il est nécessaire de nommer sur le rapport d'analyse les points de rejets : "rejet eaux pluviales n°2" et "rejet eaux pluviales n°3".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
Prescription contrôlée : Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est effectuée annuellement par l'exploitant au moyen d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins 3 piézomètres (Pz1, Pz2 et Pz3) figurant sur le plan en annexe 2. Chaque piézomètre fait l'objet d'un prélèvement et d'analyses annuelles (en hautes eaux). Les paramètres analysés sont les suivants: niveau piézométrique (exprimé en niveau NGF), température, pH, conductivité, Hydrocarbures totaux, Escherichia Coli et Enterocoques intestinaux. Une analyse des métaux totaux est réalisée une fois tous les 5 ans. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur : <ul style="list-style-type: none"> • une comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe; • l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes et au fonctionnement de l'hydrosystème; • une comparaison des résultats avec des valeurs de référence (SDAGE, AM du 17 décembre 2008, AM du 11 janvier 2007 ...); • une interprétation de ces données. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats de surveillance des eaux souterraines du prélèvement du 5 avril 2022 et du prélèvement du 10 avril 2023, le rapport conclut à une absence d'impact sur les paramètres recherchés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année au préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation. Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année N est effectuée à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er avril de l'année N+1.

Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés:

- volume d'utilisations d'eau (consommations et rejets) et les éventuelles économies réalisées,
- respect des valeurs limites d'émission (air, eau, sols, déchets) pour les périodes et conditions de référence fixées,
- respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation,
- synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu,
- bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des eaux souterraines et des sols mentionnées aux articles 5.4 et 5.5,
- plans d'actions (en cours et achevés). L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées, une déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées (GEREP).

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 28/03/2023 des éléments permettant de constituer le bilan annuel : les résultats d'analyses d'eaux pluviales, des résultats de surveillance des eaux souterraines, le justificatif de versement pour les garanties financières... Aucune interprétation ni conclusion n'est jointe à ces documents.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant d'accompagner cet envoi par un courrier concluant sur les éléments de synthèse du bilan annuel demandé ci-dessus (respect des valeurs limites d'émission, synthèse des dysfonctionnements rencontrés, si un plan d'action est en cours...).

Type de suites proposées : Sans suite